

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 18 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC CENTRE EST

9 ZAC Les Toupes
39 570 Montmorot

Références : UID4243-DSSP-025-337
Code AIOT : 0006103484

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 septembre 2025 dans l'établissement CHIMIREC CENTRE EST implanté 241, route de Marcigny LD Beauvernay 42 190 Saint-Nizier-sous-Charlieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC CENTRE EST
- 241, route de Marcigny LD Beauvernay 42 190 Saint-Nizier-sous-Charlieu
- Code AIOT : 0006103484
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC Centre-Est exerce une activité de transit et regroupement d'huiles usagées avant transfert vers une installation de régénération ou de valorisation thermique.

Cette activité est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 01/10/1987, modifié par l'arrêté préfectoral du 14/06/2012.

Un arrêté du 13/05/2019 prescrit la surveillance des eaux souterraines suite à la détection de métaux

lourds en concentration élevée sur les trois piézomètres du site, avec une dégradation marquée entre le piézomètre amont (Pz AVG) et les piézomètres avals en particulier Pz AVD.

Le site occupe une superficie de l'ordre de 300 m² et est géré par une équipe composée de deux personnes :

- Mme BROSSETTE, Responsable logistique citerne
- un chauffeur assurant le transport des huiles jusqu'aux cuves

Le site est équipé de 2 cuves jumelées (total de 155 m³) ainsi que d'une cuve enterrée servant à récupérer les eaux de surface de la plateforme d'accueil des camions.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre et traçabilité	Décret du 25/03/2021, article 1	Sans objet
2	Matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 01/10/1987, article 4.2	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/1987, article 4.3	Sans objet
4	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/05/2019, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, aucune non-conformité n'a été mise en évidence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre et traçabilité

Référence réglementaire : Décret du 25/03/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, bordereaux de suivi des déchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets". « Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...] L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectue au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour. [...] Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle. Sont exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés en application des articles R. 543-3 à R. 543-15, [...]» II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP.

<p>À compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre des entrées et sorties de déchets.</p> <p>Les déchets transitant sur le site sont essentiellement des huiles classées comme déchets dangereux. Depuis janvier 2024, Trackdéchets a été mis en place, les bordereaux de suivi des déchets sont quant à eux dématérialisés depuis mai 2025.</p> <p>Une partie des déchets est expédiée en Allemagne, l'exploitant dispose ainsi d'une autorisation n°FR 2023-042002 valable jusqu'au 30/09/2026 et délivré par les autorités françaises pour une quantité totale de 5000 tonnes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Matériel électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/1987, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée, dans les délais les plus brefs.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière vérification de l'installation électrique date du 07/11/2024, elle a été réalisée par la société DEKRA. Aucune anomalie n'a été relevée.</p> <p>La fréquence de vérification de la conformité électrique est de 1 fois par an.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/1987, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Le matériel de lutte contre l'incendie comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">– 1 extincteur à poudre 9 kg,– un poteau incendie à moins de 100 mètres,– 1 canon à mousse. Des consignes sur la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident seront établies et affichées.
Constats : Le site est équipé de : 3 extincteurs de 9 kg, 1 extincteur de 50 kg, 1 canon à mousse, 1 poteau incendie à l'entrée du site (à moins de 100 mètres). Les extincteurs ont été vérifiés par la société SICLI en date du 17/06/2025. Le poteau incendie dispose d'un débit de l'ordre de 60 m ³ /h à 1 bar et 130 m ³ /h à 1 bar dynamique. Le SDIS a effectué un exercice le 07/07/2024. L'exploitant a réalisé des exercices de simulation d'incendie, de rupture de flexibles le 16/04/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2019, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines
Prescription contrôlée : Article 2.1. Réseau de puits La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir du réseau de 3 piézomètres implantés autour du site selon la cartographie en annexe du présent arrêté et identifiés comme suit : <ul style="list-style-type: none">• piézomètre amont : AVG,• piézomètres aval : AVD et ARD. Article 2.2. Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations de la norme NF X31-615. Préalablement à chaque prélèvement, une mesure du niveau piézométrique est effectuée sur chaque ouvrage. Ce relevé est consigné dans un registre établi à cet effet en vue de suivre le comportement hydrodynamique de la nappe souterraine au droit du site. Article 2.3. Nature et fréquence d'analyse Les analyses des eaux souterraines sont réalisées au moins 2 fois par an, en période de hautes eaux et de basses eaux, selon les paramètres suivants : hydrocarbures totaux (7007), Chrome (1389), Nickel (1386), Cuivre (1392), Zinc (1383), Arsenic (1369), Cadmium (1388), Plomb (1382), Mercure (1387). Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (GIDAF). Un rapport de synthèse annuel relatif aux résultats des mesures et analyses réalisées en année N accompagnés de leur interprétation, est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 janvier de l'année N+1.

Constats :

Les analyses d'eaux souterraines sont réalisées en hautes et basses eaux, soit 2 fois par an.

Les résultats sont renseignés dans GIDAF. De plus, le relevé du niveau piézométrique est indiqué suite à un constat de l'inspection de 2022.

A proximité du site se trouve une voie ferrée à quelques centimètres du piézomètre aval, elle a été recouverte de verdure et n'est donc plus visible. Des parcours de promenade ont été créés au-dessus de cette voie par la commune. La pollution semble provenir de cette ancienne voie ferrée enterrée puisque les polluants mis en évidence sont essentiellement des métaux lourds.

Pour le piézomètre amont (AVG amont) qui se situe à plusieurs mètres de la voie ferrée (entre 5 et 10 m), ces teneurs en métaux ne sont pas mises en évidence dans les analyses (<0,005 mg/l).

Pour le piézomètre ARD aval, les résultats sont inférieurs aux seuils. Concernant le piézomètre AVD aval qui est le plus proche de l'ancienne voie ferrée, les teneurs sont plus marquées avec des dépassements de seuils pour le chrome (0,026 mg/l), le nickel (0,056 mg/l), l'arsenic (0,03 mg/l) et le plomb (0,13 mg/l).

De plus, les résultats des analyses d'eau souterraine montrent que les hydrocarbures mesurés restent bien en dessous des seuils (<0,05 mg/l).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le suivi des eaux souterraines doit se poursuivre.

Type de suites proposées : Sans suite